La recherche à vélo...

Category: Éducation, Services publics & biens communs

écrit par jmfouquer | 20 septembre 2014

Manifestation vendredi 17 octobre à 14h de la Porte d'Orléans à St. François Xavier...

La politique de Valérie Pécresse et de Sarkozy était une telle catastrophe pour la recherche publique, tant au niveau budgétaire que structurel (Agence Nationale pour la Recherche –ANRS , AERES –Agence d'Évaluation de la Recherche et l'Enseignement Supérieur), campus d'excellence, etc..., que les chercheurs, ingénieurs, techniciens attendaient beaucoup de François Hollande, même si le discours de Nancy annonçait très clairement la couleur : le changement serait au mieux cosmétique (remplacement de l'AERES par un Haut Comité d'Évaluation de la Recherche –HCERES), le tout enveloppé, comme Pécresse, du vernis d'une recherche « priorité nationale » avec « budget sanctuarisé ». Cette priorité de façade est, de gouvernement en gouvernement depuis 5 ans, ce qui est « vendu » au public. Elle est totalement fautive.

Deux ans après la présidentielle, le résultat réel, notamment en ce qui concerne cette variable critique qu'est le nombre de postes de chercheurs et ITA créés, ainsi que l'explosion de la précarité chez les jeunes, et les budgets réels des laboratoires, ont provoqué le 11 juin l'auto convocation, puis la tenue d'une session plénière de l'ensemble du CoCNRS (Comité National).

Le constat était sans appel, même si G. Fioraso a tenté de déminer la bombe : « Je tiens à rassurer les chercheurs : les campagnes de recrutements vont se poursuivre, même si les recrutements seront moins nombreux que précédemment ». (Ce qui est quand même un aveu !). « En contradiction avec les ambitions affichées et les affirmations du gouvernement, la politique poursuivie depuis des années dans l'enseignement supérieur et la recherche a amoindri nos capacités de recherche et d'innovation. Les décisions concernant l'emploi

scientifique, tant public que privé, entravent notre capacité de recherche et affaiblissent nos universités. En généralisant la précarité, elles génèrent un véritable gâchis humain et aggravent les inégalités, entre les hommes et les femmes en particulier. Elles conduisent les jeunes à délaisser la recherche et découragent l'ensemble de la communauté scientifique. ».

Constatant qu' « On ne peut pas sacrifier les milliers de jeunes sans statut qui font la recherche d'aujourd'hui. Il faut de toute urgence résorber la précarité », un plan de création, sur plusieurs années, de plusieurs milliers de postes supplémentaires dans le service public ainsi qu'une vraie politique d'incitation à l'emploi des docteurs dans le secteur privé, notamment industriel » était réclamé. Constatant que les moyens existent, le CoCNRS notait notamment qu'on peut réorienter « les budgets consacrés au financement de la recherche sur projet, principal moteur de la précarité et source d'un gaspillage insupportable en temps mais aussi en moyens, vers le financement de postes permanent ». Par ailleurs, la plénière réclamait de réformer « profondément le crédit impôt-recherche : notamment en conditionnant son obtention à l'emploi de docteurs et à l'évaluation scientifique de son utilisation. Chaque pourcent du CIR représente la création de 1000 nouveaux postes de chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs et techniciens. » (souligné par nous : ce cadeau aux entreprises sans aucune contrepartie, dénoncé par la cour des comptes elle-même, est symptomatique des choix pro MEDEF dans la lignée de Sarkozy et Péresse des gouvernements Ayrault puis Valls).

Or, syndicats et mouvements tels Sauvons la recherche (SLR), Sauvons l'Université (SLU) constataient dès l'été que si les choix budgétaires pour 2015 sont confirmés, les conséquences seront dramatiques sur les campagnes de recrutement des chercheurs, ingénieurs et techniciens. Les pertes d'emploi au CNRS depuis 2010 se chiffrent à 800 postes de titulaires et 1500 postes de CDD sur subvention d'Etat. En 2015, il n'est pas sûr que l'on remplace la totalité des départs en retraite,

dans la mesure où la masse salariale sera gelée et que la hausse naturelle de celle-ci, liée aux avancements d'échelons et maigres promotions, contraindra à des suppressions de postes.

Face à cette situation catastrophique, les directeurs de laboratoires ont été appelés, par le comité national, à participer à une réunion nationale le mercredi 24 septembre. Il s'agit surtout de briser la désinformation du public, autour de la « fête de la science ». Dans ce cadre, des chercheurs de Montpellier ont lancé l'Initiative « Science en Marche » qui doit culminer par une manifestation à Paris le 17 octobre passant devant l'Assemblée Nationale... Concrètement, 27 septembre au 19 octobre 2014, des marches convergeront sur Paris, de nombreux laboratoires et de chaque université.

Aspect le plus « spectaculaire », les trajets se feront principalement en vélo sur des chemins convergents en flux (4 étapes en 4 jours de Montpellier) avec les dernières étapes à pied pour « une entrée remarquée dans Paris » suivie de la manifestation centrale. A chaque étape dans une ville universitaire seront associée à des points presse, des conférences grand public, des animations scientifiques permettant d'expliquer le travail de recherche, son rôle dans la société. Le public a été invité, et le sera par tract à venir sur le passage des relayeurs, et aussi en participant à l'organisation logistique du mouvement, par solidarité.

D'ores et déjà, cela inclut l'hébergement et le convoyage de relayeurs/eusesetc...

Cette sortie des labos à l'échelle nationale sous cette forme est une vraie premièreElle traduit l'exaspération des chercheurs face à une politique qui réduit les budgets, croit la précarité et soumet de plus en plus la recherche à « l'innovation » et la « valorisation » immédiate, c'est-à-dire, in fine, à la rentabilité industrielle rapide. Ebola, où un vaccin n'a pas été développé de façon préventive, because « maladie de pauvres sans marché » (l'OMS !!!), en est le dernier exemple.

Gérard Chaouat